

**Art. 2** - Unser Minister der Volksgesundheit und Unser Minister der Justiz sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Ponza, den 31. Mai 2001

ALBERT

Von Königs wegen:

Die Ministerin der Volksgesundheit

Frau M. AELVOET

Der Minister der Justiz

M. VERWILGHEN

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 2992

[C - 2001/31344]

#### 6 JUILLET 2001. — Décret modifiant diverses dispositions relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup> - Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans le présent décret, il faut entendre par :

- décret « C.A.S.G. » : le décret de la Commission communautaire française du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux Centres d'action sociale globale;

- décret "Maisons d'accueil" : le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux Maisons d'accueil;

- décret "Toxicomanies" : le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des Services actifs en matière de toxicomanies;

- décret "Santé mentale" : le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des Services de santé mentale;

- décret "Coordination et soins palliatifs" : le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des Centres de coordination de soins et services à domicile et des Services de soins palliatifs et continués;

- décret "Maisons médicales" : le décret du 29 mars 1993 de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement des Associations de santé intégrée.

#### CHAPITRE II — Dispositions relatives aux Centres d'action sociale globale

**Art. 3.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup> du décret "C.A.S.G.", les mots "les frais de formation" sont insérés entre les mots "les frais de personnel" et les mots "et pour les frais de fonctionnement".

**Art. 4.** L'article 23 du décret "C.A.S.G." est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 2. Le Collège détermine le pourcentage des frais de personnel admis aux subventions octroyé pour les frais de formation continuée des travailleurs".

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup> L'article 24, § 1<sup>er</sup> du décret "C.A.S.G." est complété par la disposition suivante :

« Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement du centre ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative. »

§ 2. Au paragraphe 2 du même article, les mots "aux frais de formation du personnel admis aux subventions et" sont supprimés.

**Art. 6.** L'annexe 2 du décret "C.A.S.G." est abrogée.

#### CHAPITRE III — *Dispositions relatives aux maisons d'accueil*

**Art. 7.** Dans l'article 7, § 2, 1<sup>er</sup> alinéa du décret "Maisons d'accueil", les mots "des frais de formation du personnel," sont insérés entre les mots "des frais de rémunération du personnel" et les mots "des frais de fonctionnement".

**Art. 8.** L'article 7, § 2, alinéa 2 du décret "Maisons d'accueil" est remplacé par la disposition suivante : "les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

Il détermine le pourcentage des frais de personnel admis aux subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs.

Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement de la maison ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative. »

#### CHAPITRE IV — *Dispositions relatives aux services actifs en matière de toxicomanies*

**Art. 9.** L'article 20, § 1<sup>er</sup>, du décret "Toxicomanies" est remplacé par la disposition suivante : "Le service comprend une équipe comportant au minimum un mi-temps par mission agréée".

**Art. 10.** L'article 31 du décret "Toxicomanies" est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 5 du présent décret porte sur des frais de personnel, des frais de formation et des frais de fonctionnement dans la mesure où ces frais ne sont pas pris en charge par une autre institution.

§ 2. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 3. Le Collège détermine le pourcentage des frais du personnel admis aux subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs.

§ 4. Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.

Le Collège détermine les montants maximaux admissibles pour frais de fonctionnement.

§ 5. Le Collège peut accorder des moyens complémentaires en terme d'équivalent temps plein et en frais de fonctionnement aux services en fonction du nombre de personnes accueillies, du nombre de lieux d'activités, de l'importance des participations financières émanant d'autres institutions et de la spécificité du projet et du public visé. »

**Art. 11.** L'article 32 du décret "Toxicomanies" est abrogé.

**Art. 12.** A l'article 33, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret "Toxicomanies" est remplacé par la disposition suivante :

« La perception et l'utilisation des honoraires, allocations et participations aux frais perçus par le service auprès des personnes accueillies ou d'une institution, notamment dans le cadre des prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, doivent être justifiées. »

**Art. 13.** A l'article 37 du décret "Toxicomanies", les mots "et de formation" sont insérés entre les mots "frais de rémunération" et les mots "du personnel".

#### CHAPITRE V — *Dispositions relatives aux services de santé mentale*

**Art. 14.** L'article 28 du décret "Santé mentale" est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 4 du présent décret porte sur des frais de personnel, des frais de formation et des frais de fonctionnement.

§ 2. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

§ 3. Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 4. Le Collège détermine le pourcentage des frais du personnel admis aux subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs.

§ 5. Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.

Le Collège détermine les montants maximaux admissibles pour frais de fonctionnement. »

**Art. 15.** L'article 29 du décret "Santé mentale" est abrogé.

**Art. 16.** A l'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret "Santé mentale", est remplacé par la disposition suivante :

« La perception et l'utilisation des honoraires, allocations et participations aux frais perçus par le service auprès des personnes accueillies ou d'une institution, notamment dans le cadre des prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, doivent être justifiées. »

**Art. 17.** A l'article 30, § 2, du décret "Santé mentale", les mots "l'enveloppe prévisionnelle" sont remplacés par le mot "subvention".

**Art. 18.** A l'article 33, § 2, du décret "Santé mentale", les mots "et de formation" sont insérés entre les mots "frais de rémunération" et les mots "du personnel".

CHAPITRE VI — *Dispositions relatives aux centres de coordination de soins et services à domiciles et des services de soins palliatifs et continus*

**Art. 19.** A l'article 22, alinéa 2, du décret "Coordination et Soins palliatifs", les mots "les frais de formation" sont insérés entre les mots "à l'article 13" et les mots "et les frais de fonctionnement".

**Art. 20.** A l'article 23 du décret "Coordination et Soins palliatifs" dont le premier alinéa formera le § 1<sup>er</sup>, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

§ 3. Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 4. Le Collège détermine le pourcentage des frais du personnel, admis aux subventions, octroyés pour les frais de formation continuée des travailleurs. »

**Art. 21.** Le point b) de l'article 24 du décret "Coordination et Soins palliatifs" est abrogé.

**Art. 22.** A l'article 42 du décret "Coordination et Soins palliatifs", la deuxième phrase de l'alinéa premier est remplacée par la phrase suivante : "celle-ci couvre les frais de personnel du cadre subventionné fixé par le Collège, des frais de formation et des frais de fonctionnement".

**Art. 23.** A l'article 43 du décret "Coordination et Soins palliatifs", le mot "forfaitaire" est supprimé.

Le texte ainsi amendé devient un § 1<sup>er</sup> de cet article complété par les dispositions suivantes :

« § 2. La subvention porte sur des frais de personnel, des frais de formation et des frais de fonctionnement.

§ 3. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 4. Le Collège détermine le pourcentage des frais du personnel, admis aux subventions, octroyés pour les frais de formation continuée des travailleurs.

§ 5. Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative".

Le Collège détermine les montants maximaux admissibles pour ces frais de fonctionnement. »

CHAPITRE VII — *Dispositions relatives aux associations de santé intégrée*

**Art. 24.** L'article 3 du décret "Maisons médicales" est abrogé.

**Art. 25.** A l'article 4 du décret "Maisons médicales", la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le Collège arrêté la procédure d'octroi, de modification, de suspension et de retrait d'agrément. L'agrément est accordé pour un terme de cinq ans. »

**Art. 26.** L'article 5 du décret "Maisons médicales" est remplacé par la disposition suivante :

« L'équipe est composée de manière pluridisciplinaire comprenant au minimum deux médecins généralistes, du personnel d'accueil et de secrétariat et du personnel paramédical ou social. Son activité principale s'exerce dans le cadre du développement des soins de santé intégrée. »

**Art. 27.** A l'article 6 décret "Maisons médicales", un point "4° des fonctions d'accueil" est ajouté.

**Art. 28.** L'article 10 du décret "Maisons médicales" est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège peut octroyer aux associations de santé intégrée une subvention pour des activités non couvertes par l'assurance maladie invalidité. La subvention porte sur des frais de personnel, des frais de formation et des frais de fonctionnement. Le Collège détermine le cadre subventionné.

§ 2. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

§ 3. Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 4. Le Collège détermine le pourcentage des frais de personnel admis aux subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs.

§ 5. Les frais de fonctionnement et d'équipement du service comprennent les frais liés au fonctionnement et à l'équipement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative. Le Collège détermine les montants maximaux admissibles pour frais de fonctionnement.

§ 6. Afin d'encourager la coordination des associations de santé intégrée avec le réseau socio-sanitaire, le Collège octroie dans la limite des crédits budgétaires, une subvention aux organismes agréés qui fédèrent les associations de santé intégrée.

Le Collège arrêté les conditions et les modalités d'agrément et de subvention de ces organismes. » .

CHAPITRE VIII — *Dispositions fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'accueil téléphonique*

**Art. 29.** Pour être agréé et subventionné, le centre doit répondre aux conditions suivantes :

1° garantir dans l'anonymat et le secret du dialogue, à toute personne en état de crise psychologique ou ressentant le besoin ou le désir de parler, une écoute et, le cas échéant, une orientation qui répondent le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel;

2° disposer au moins d'une équipe de base et d'écouterants bénévoles dont le nombre est fixé par le Collège;

3° veiller dans l'accomplissement de ses missions au respect de la diversité des convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;

4° être organisé et géré par une association sans but lucratif;

5° travailler en collaboration avec un service de santé mentale agréé; les conditions de cette collaboration sont définies dans une convention soumise à l'approbation du Collège;

6° tenir un répertoire des appels téléphoniques dans lequel sont notés et numérotés les appels téléphoniques et les interventions avec indication du jour et de l'heure. Ce répertoire indique la nature du problème traité, le numéro de l'écouter et l'orientation proposée. Il doit être conservé pendant cinq ans au moins;

7° être téléphoniquement accessible à la population vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l'année;

8° disposer d'une charte fixant les droits et devoirs réciproques du centre et des écoutants dont le contenu est soumis à l'approbation du Collège. L'adresse du centre, le nom de l'écouter et son horaire de permanence ne peuvent pas être diffusés;

9° devoir assurer la supervision de l'activité des écoutants en collaboration avec le service de santé mentale visé au 5°;

10° se soumettre à l'inspection des Services du Collège;

11° s'engager à fournir aux Services du Collège un rapport annuel d'activité dont le contenu est fixé par le Collège;

12° être en activité depuis au moins un an.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires, la subvention porte sur des frais de personnel pour lequel le Collège détermine le cadre subventionné, les qualifications par fonction, les frais de formation de l'équipe de base, les frais de fonctionnement et d'équipement, les frais de promotion de l'activité de l'association et les frais relatifs aux bénévoles écoutants.

Ceux-ci ont trait au recrutement, à la sélection, à la formation et à la supervision des bénévoles écoutants.

§ 2. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

§ 3. Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

§ 4. Le Collège détermine le pourcentage des frais de personnel admis aux subventions octroyés pour les frais de formation continuée des travailleurs.

§ 5. Les frais de fonctionnement et d'équipement comprennent les frais liés au fonctionnement et à l'équipement du centre ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative. Le Collège détermine les montants maximaux admissibles pour frais de fonctionnement. »

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. «Le Collège arrête la procédure d'octroi, de modification, de suspension et de retrait d'agrément. L'agrément est accordé pour un terme de cinq ans. »

§ 2. Par dérogation à l'article 29 du présent décret, peuvent également prétendre à l'agrément et au subventionnement les associations qui visent un public spécifique et qui ne sont pas accessibles 24 h/24.

§ 3. Le Collège fixe les modalités de liquidation des subventions.

#### CHAPITRE IX — *Dispositions finales*

**Art. 32.** L'arrêté royal du 20 juillet 1973 relatif à l'agrément et à la subvention par l'Etat des centres de télé-accueil destiné aux personnes en état de crise psychologique est abrogé.

**Art. 33.** Le Collège peut coordonner les dispositions législatives du présent décret avec les législations qu'il modifie.

**Art. 34.** Le présent décret sort ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Bruxelles, le 6 juillet 2001.

La Présidente,

Les Secrétaires,

Le Greffier,

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française modifiant diverses dispositions relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes.

M. Eric TOMAS, Président du Collège

M. François-Xavier de DONNEA, Membre du Collège.

M. Didier GOSUIN, Membre du Collège

M. Willem DRAPS, Membre du Collège

M. Alain HUTCHINSON, Membre du Collège

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 2992

[C — 2001/31344]

**6 JULI 2001. — Decreet tot wijziging van de verschillende bepalingen betreffende de subsidies toegekend aan de gezondheids- en welzijnssector**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie hechtte haar goedkeuring aan :

HOOFDSTUK I — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.**Art. 2.** In dit decreet dient te worden verstaan onder :

Decreet "C.G.S.A." : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie;

Decreet "Opvangtehuizen" : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen;

Decreet "Druggebruik" : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten actief op het gebied van druggebruik;

Decreet "Geestelijke gezondheidszorg" : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Decreet "Coördinatie en palliatieve zorg" : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg;

Decreet "Medische huizen" : het decreet van 29 maart 1993 van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de subsidiëring van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

HOOFDSTUK II — *Bepalingen betreffende de centra voor globale sociale actie***Art. 3.** In artikel 22, § 1 van het decreet "C.G.S.A." worden de woorden "de opleidings-" ingevoegd tussen de woorden "de personeels-" en de woorden "en de werkingskosten".**Art. 4.** Artikel 23 van het decreet "C.G.S.A." wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1 De personeelskosten omvatten het bruto loonbedrag en de werkgeverslasten en andere door het College vastgestelde voordelen.

Het College bepaalt de barema's van toepassing op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerd personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

§ 2. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers".

**Art. 5.** § 1 Artikel 24, § 1 van het decreet "C.G.S.A." wordt door de volgende bepaling vervolledigd :

« De werkingskosten omvatten de kosten die verbonden zijn aan de werking van het centrum en de kosten verbonden aan het boekhoudkundig en administratief beheer".

§ 2. In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "voor de opleidingskosten van het gesubsidieerd personeel en" geschrapt.

**Art. 6.** Bijlage 2 van het decreet "C.G.S.A." » wordt opgeheven.HOOFDSTUK III — *Bepalingen betreffende de opvangtehuizen***Art. 7.** In artikel 7, § 2, 1ste lid van het decreet "Opvangtehuizen" worden de woorden "en de opleidingskosten van het personeel" ingevoegd tussen de woorden "de bezoldiging van het personeel" en de woorden "de werkingskosten".**Art. 8.** Artikel 7, § 2, lid 2, van het decreet "Opvangtehuizen" wordt vervangen door de volgende bepaling : "de personeelskosten omvatten het geïndexeerd bruto loonbedrag en de werkgeverslasten en andere door het College vastgestelde voordelen.

Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers.

De werkingskosten omvatten de kosten verbonden aan de werking van het huis en de kosten verbonden aan het boekhoudkundig en administratief beheer. »

HOOFDSTUK IV — *Bepalingen betreffende de diensten actief op het gebied van druggebruik***Art. 9.** Artikel 20, § 1, van het decreet "Druggebruik" wordt vervangen door de volgende bepaling : "De dienst bestaat uit een team van minimum een deeltijdse kracht door erkende opdracht".**Art. 10.** Artikel 31 van het decreet "Druggebruik" wordt door de volgende bepalingen vervangen :« § 1<sup>er</sup> De in artikel 5 bedoelde subsidie van dit decreet heeft betrekking op personeelskosten, opleidingskosten en werkingskosten voor zover de kosten niet voor rekening genomen werden door een andere instelling.

§ 2. De personeelskosten omvatten het geïndexeerd brutoloonbedrag en de werkgeverslasten en andere door het College vastgestelde voordelen.

Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerd personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

§ 3. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers.

§ 4. De werkingskosten omvatten de kosten verbonden aan de werking van de dienst en de kosten verbonden aan het boekhoudkundig en administratief beheer.

Het College bepaalt de maximale toegelaten bedragen van de werkingskosten.

§ 5. Het College mag bijkomende middelen toestaan aan de diensten voor VTE en werkingskosten in functie van het aantal ontvangen personen, het aantal plaatsen waar activiteiten worden uitgeoefend, de omvang van de financiële deelname van andere instellingen en de specificiteit van het project en van het bedoelde publiek. »

**Art. 11.** Artikel 32 van het decreet "Druggebruik" wordt opgeheven.

**Art. 12.** Artikel 33, § 1, lid 2 van het decreet "Druggebruik" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De berekening en de aanwending van de lonen, de uitkeringen en de bijdragen in de kosten geïnd door de dienst bij de ontvangen personen of een instelling met name in het kader van de prestaties voorzien door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, dienen te worden gerechtvaardigd. »

**Art. 13.** In artikel 37 van het decreet "Druggebruik" worden de woorden "de opleidings-" ingevoegd tussen de woorden "en de loonkosten" en de woorden "de personeels-".

#### HOOFDSTUK V — *Bepalingen betreffende de diensten voor geestelijke gezondheidszorg*

**Art. 14.** Artikel 28 van het decreet "Geestelijke Gezondheidszorg" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1 De subsidie bedoeld in artikel 4 van dit decreet heeft betrekking op de personeelskosten, de opleidingskosten en de werkingskosten.

§ 2. De personeelskosten omvatten het geïndexeerd brutoloonbedrag en de werkgeverslasten en andere door het College vastgestelde voordelen.

§ 3. Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerd personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

§ 4. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers.

§ 5. De werkingskosten omvatten de kosten verbonden aan de werking van de dienst en de kosten verbonden aan het boekhoudkundig en administratief beheer.

Het College bepaalt de maximale toegelaten bedragen van de werkingskosten ».

**Art. 15.** Artikel 29 van het decreet "Geestelijke Gezondheidszorg" wordt opgeheven.

**Art. 16.** Artikel 30, § 1, lid 2 van het decreet "Geestelijke Gezondheidszorg" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De berekening en de aanwending van de lonen, de uitkeringen en de bijdragen in de kosten geïnd door de dienst bij de ontvangen personen of een instelling met name in het kader van de prestaties voorzien door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, dienen te worden gerechtvaardigd. »

**Art. 17.** In artikel 30, § 2, van het decreet "Geestelijke Gezondheidszorg" worden de woorden "provisionele enveloppe" vervangen door het woord "subsidie".

**Art. 18.** In artikel 33, § 2, van het decreet "Geestelijke Gezondheidszorg" worden de woorden "en de opleidingskosten" ingevoegd tussen de woorden "de loonkosten" en de woorden "van het personeel".

#### HOOFDSTUK VI — *Bepalingen betreffende de coördinatiecentra voor thuisverzorging en thuishulp en de diensten voor palliatieve zorg en nazorg*

**Art. 19.** In artikel 22, tweede lid, van het decreet "Coördinatie en Palliatieve zorg", worden de woorden "de opleidingskosten" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 13" en de woorden "en de werkingskosten".

**Art. 20.** In artikel 23 van het decreet "Coördinatie en Palliatieve zorg" waarvan het eerste lid § 1 zal vormen, worden de leden 2, 3 en 4 vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2 De personeelskosten omvatten het geïndexeerde bruto loonbedrag en de werkgeverslasten en andere voordelen die zijn bepaald door het College.

§ 3. Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerde personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

§ 4. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers. »

**Art. 21.** Het punt *b)* van artikel 24 van het decreet "Coördinatie en Palliatieve zorg" wordt opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 42 van het decreet "Coördinatie en Palliatieve zorg", wordt de tweede zin van het eerste lid vervangen door de volgende zin : "deze dekt de personeelskosten van de gesubsidieerde personeelsformatie die bepaald is door het College, de opleidingskosten en de werkingskosten".

**Art. 23.** In artikel 43 van het decreet "Coördinatie en Palliatieve zorg", wordt het woord "forfaitaire" opgeheven.

De geamendeerde tekst wordt een § 1 van dit artikel aangevuld door de volgende bepalingen :

« § 2 De toelage heeft betrekking op personeelskosten, opleidingskosten en werkingskosten.

§ 3. De personeelskosten omvatten het geïndexeerde brutoloonbedrag en de werkgeverslasten en andere voordelen die zijn bepaald door het College.

Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerde personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

§ 4. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers.

§ 5. De werkingskosten omvatten de kosten verbonden aan de werking van de dienst alsook de kosten verbonden aan het boekhoudkundig en administratief beheer".

Het College bepaalt de maximale toegelaten bedragen voor deze werkingskosten. "

#### HOOFDSTUK VII — *Bepalingen betreffende de geïntegreerde gezondheidsverenigingen*

**Art. 24.** Artikel 3 van het decreet "Medische huizen" wordt opgeheven.

**Art. 25.** In artikel 4 van het decreet "Medische huizen", wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling :

« Het College bepaalt de procedure voor de toekenning, wijziging, opschorting en intrekking van de erkenning. De erkenning wordt toegekend voor een termijn van vijf jaar. »

**Art. 26.** Artikel 5 van het decreet "Medische huizen" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het team wordt multidisciplinair samengesteld en omvat minstens twee huisartsen, opvang- en secretariaatspersoneel en paramedisch of sociaal personeel. De voornaamste activiteit van het team wordt uitgeoefend in het kader van de ontwikkeling van de geïntegreerde gezondheidszorg. »

**Art. 27.** In artikel 6 van het decreet "Medische huizen" wordt een punt "4° opvangfuncties" ingevoegd.

**Art. 28.** Artikel 10 van het decreet "Medische huizen" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten kan het College aan de geïntegreerde gezondheidsverenigingen een toelage toekennen voor activiteiten die niet worden gedekt door de ziekte- en invaliditeitsverzekering. De toelage heeft betrekking op personeelskosten, opleidingskosten en werkingskosten. Het College bepaalt de gesubsidieerde personeelsformatie.

§ 2. De personeelskosten omvatten het geïndexeerde brutoloonbedrag en de werkgeverslasten en andere voordelen die zijn bepaald door het College.

§ 3. Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerde personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

§ 4. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers.

§ 5. De werkings- en uitrustingskosten van de dienst omvatten de kosten verbonden aan de werking en de uitrusting van de dienst alsook de kosten verbonden aan het boekhoudkundig en administratief beheer. Het College bepaalt de maximale toegelaten bedragen voor deze werkingskosten.

§ 6. Teneinde de coördinatie van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen met het sociaal-sanitaire netwerk aan te moedigen, kent het College binnen de perken van de budgettaire kredieten een toelage toe aan de erkende organismen die de geïntegreerde gezondheidsverenigingen verenigen.

Het College bepaalt de voorwaarden en de wijzen van erkenning en subsidiëring van deze organismen. ».

#### HOOFDSTUK VIII — *Bepalingen tot vaststelling van de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden van de teleonthaalcentra*

**Art. 29.** Om erkend en gesubsidieerd te worden, moet het centrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° ervoor zorgen dat elke persoon die in een psychologische crisistoestand verkeert of de behoefte of de drang voelt om met iemand te spreken in alle anonimiteit een toehoorder en, in voorkomend geval, een oriëntering vindt die zo goed mogelijk helpen de toestand of de moeilijkheden op te lossen die aanleiding hebben gegeven tot de oproep;

2° minstens beschikken over een basisteam en een team van vrijwillige telefonische hulpverleners waarvan het aantal leden door het College wordt bepaald;

3° bij de uitvoering van zijn opdrachten waken over de eerbiediging van de verscheidenheid aan ideologische, filosofische en godsdienstige overtuigingen;

4° georganiseerd en beheerd worden door een vereniging zonder winstoogmerk;

5° samenwerken met een erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg; de voorwaarden van deze samenwerking worden bepaald in een overeenkomst die ter goedkeuring wordt voorgelegd aan het College;

6° een inventaris van de telefonische oproepen bijhouden waarin de telefonische oproepen en de tussenkomsten met vermelding van de dag en het uur worden genoteerd en genummerd. Deze inventaris geeft de aard van het behandelde probleem weer, het nummer van de telefonische hulpverlener en de voorgestelde oriëntering. De inventaris moet gedurende minstens vijf jaar bewaard blijven;

7° 24 u./24 u. en alle dagen van het jaar telefonisch te bereiken zijn voor de bevolking;

8° beschikken over een handvest waarin de wederzijdse rechten en plichten van het centrum en de telefonische hulpverleners worden vastgelegd en waarvan de inhoud ter goedkeuring wordt voorgelegd aan het College. Het adres van het centrum, de naam en de diensturen van de telefonische hulpverlener mogen niet worden bekendgemaakt;

9° toezien op de activiteit van de telefonische hulpverleners in samenwerking met de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bedoeld onder 5°;

10° zich onderwerpen aan de inspectie van de Diensten van het College;

11° zich ertoe verbinden jaarlijks aan de Diensten van het College een activiteitenverslag te bezorgen waarvan de inhoud door het College wordt bepaald;

12° minstens één jaar actief zijn.

**Art. 30.** § 1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten heeft de toelage betrekking op de kosten van het personeel waarvoor het College de gesubsidieerde personeelsformatie, de bekwaamheden per functie, de opleidingskosten van het basisteam, de werkings- en uitrustingskosten, de kosten ter bevordering van de activiteit van de vereniging en de kosten betreffende de vrijwillige telefonische hulpverleners bepaalt.

Deze kosten hebben betrekking op de werving, de selectie, de opleiding en het toezicht van de vrijwillige telefonische hulpverleners.

§ 2. De personeelskosten omvatten het geïndexeerde bruto loonbedrag en de werkgeverslasten en andere voordelen die zijn bepaald door het College.

§ 3. Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de berekeningswijze van de anciënniteit van het gesubsidieerde personeel en de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere gesubsidieerde voordelen.

§ 4. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de subsidiëring toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers.

§ 5. De werkings- en uitrustingskosten van de dienst omvatten de kosten verbonden aan de werking en de uitrusting van het centrum alsook de kosten verbonden aan het boekhoudkundig en administratief beheer. Het College bepaalt de maximale toegelaten bedragen voor deze werkingskosten. »

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. "Het College bepaalt de procedure voor de toekenning, wijziging, opschorting en intrekking van de erkenning. De erkenning wordt toegekend voor een termijn van vijf jaar. »

§ 2. In afwijking van artikel 29 van dit decreet kunnen eveneens voor erkenning en subsidiëring in aanmerking komen de verenigingen die zich tot een specifiek publiek richten en die niet 24 u./24 u. toegankelijk zijn.

§ 3. Het College bepaalt de modaliteiten inzake de uitkering van de toelagen.

#### HOOFDSTUK IX — Slotbepalingen

**Art. 32.** Het koninklijk besluit van 20 juli 1973 betreffende de erkenning en de subsidiëring door het Rijk van de telethaalcentra voor personen in psychologische crisistoestand wordt opgeheven.

**Art. 33.** Het College kan de wetbepalingen van dit decreet coördineren met de wetgevingen die het wijzigt.

**Art. 34.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2001.

Brussel, 6 juli 2001.

De Voorzitster,

De Secretarissen,

De Griffier,

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie goedgekeurde decreet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de toelagen toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector.

Mijnheer Eric TOMAS, Voorzitter van het College

Mijnheer François-Xavier de DONNEA, Lid van het College.

Mijnheer Didier GOSUIN, Lid van het College

Mijnheer Willem DRAPS, Lid van het College

Mijnheer Alain HUTCHINSON, Lid van het College